

PARLEMENT
DE LA
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

SESSION 2025-2026

16 DÉCEMBRE 2025

PROPOSITION DE RÉOLUTION

VISANT À DEMANDER AU GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-
BRUXELLES DE PRENDRE POSITION EN FAVEUR DU BOYCOTT D'ISRAËL DE
L'EUROVISION 2026

DÉPOSÉE PAR MME MANON VIDAL, MME AMANDINE PAVET, M. OCTAVE
DAUBE, M. BRUNO BAUWENS, MME MARISOL REVELO PAREDES, M.
GERMAIN MUGEMANGANGO, M. JORI DUPONT ET MME RACHIDA AÏT ALOUHA

RÉSUMÉ

Cette résolution vise à demander au gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles de prendre position en faveur de l'exclusion d'Israël de l'Eurovision 2026. Elle propose également au gouvernement d'encourager la RTBF à revoir son choix concernant la diffusion du concours et l'envoi d'un(e) artiste de la Fédération Wallonie-Bruxelles au Concours Eurovision 2026.

TABLE DES MATIÈRES

Développements	3
Proposition de résolution visant à demander au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de prendre position en faveur du boycott d'Israël de l'Eurovision 2026.....	8

DÉVELOPPEMENTS

Depuis plus de deux ans, l'État d'Israël déchaîne une violence sans précédent sur la Bande de Gaza et sur les Palestiniens. Ces violences s'inscrivent dans la continuité d'une politique d'apartheid faite d'expropriations illégales, de destruction de villages et de cultures, d'entraves à la liberté de mouvement, de colonies, d'agressions, etc. Plus d'un mois après l'annonce d'un cessez-le-feu et la libération de l'ensemble des otages israéliens encore en vie, les autorités israéliennes poursuivent des actes constitutifs de génocide à l'encontre des Palestinien(ne)s de la bande de Gaza occupée¹. Elles continuent de soumettre délibérément la population à des conditions de vie visant à entraîner sa destruction physique, sans laisser entrevoir le moindre changement d'intention.

Selon les données collectées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations-Unies, plus de 360 Palestiniens ont été tués et 922 blessés depuis le cessez-le-feu². C'est d'ailleurs ce qu'ont rappelé ce 9 décembre les directeurs francophone et néerlandophone d'Amnesty International Belgique, dans une carte blanche intitulée « Un cessez-le-feu comme écran de fumée pour un génocide à Gaza » : « *Qu'on ne s'y trompe pas : avant le cessez-le-feu, Israël commettait un génocide contre la population palestinienne de Gaza, et aujourd'hui, presque deux mois plus tard, c'est toujours le cas. Israël continue d'imposer sciemment des conditions de vie amenant à la destruction du peuple palestinien à Gaza, sans aucun signe que cette pratique ou l'intention sous-jacente ait changé. C'est cela, un génocide* ».

Le respect de l'humanité est un des principes fondateurs de l'UER et du Concours Eurovision. Pourtant c'est dans ce contexte que l'Union européenne de Radio-Télévision a décidé d'autoriser Israël à participer à l'édition 2026 du concours Eurovision de la chanson et ce malgré les protestations de plusieurs pays participants et le précédent établi à l'égard de la Russie en 2022 suite à l'invasion de l'Ukraine. En effet, bien que l'UER évoque aujourd'hui le fait que la Russie ait été exclue suite à la perte d'indépendance de ses deux diffuseurs qui participaient à la propagande du pouvoir en place, dans sa déclaration de 2022 dans laquelle elle annonçait l'exclusion de la Russie, l'explication de l'UER était bien différente puisqu'elle affirmait que sa « décision reflète la crainte que, compte tenu de la crise

¹<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2025/11/israels-genocide-against-palestinians-in-gaza-continues-unabated-despite-ceasefire/>

²UNRWA Situation Report #200 on the Humanitarian Crisis in the Gaza Strip and the occupied West Bank, including East Jerusalem, 9 décembre 2022, consulté le 12 décembre 2025 à l'adresse suivante : <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-200-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

sans précédent en Ukraine, la participation d'un candidat russe au concours de cette année ne jette le discrédit sur la compétition »³.

Il faut également rappeler par ailleurs que même en ce qui concerne le sujet de la liberté de la presse, Israël viole également les principes fondamentaux de droits et liberté.. Selon le dernier comptage de l'ONU, 255 journalistes ont été tués par Israël. Plus de 500 ont été blessés et Israël a arrêté plus de 200 autres personnes, qui ont subi d'atroces tortures en prison. Des proches de journalistes ont également été tués ou pris pour cible. Par ailleurs, Israël interdit toujours aux journalistes étrangers indépendants de se rendre dans la Bande de Gaza afin de pouvoir documenter les exactions qui y sont commises.

Plusieurs médias de service public ont déjà décidé de ne pas participer à l'Eurovision cette année, preuve qu'il ne s'agit pas d'une question "partisane", mais d'une position humaniste. Voici quelques citations de responsables de médias de service public de pays qui ont déjà décidé de ne pas participer :

- AVROTROS (le diffuseur hollandais) a conclu « que, dans les circonstances actuelles, la participation ne peut être conciliée avec les valeurs publiques qui sont fondamentales pour notre organisation ». Son Directeur général, Taco Zimmerman, a ajouté : « la culture unit, mais pas à n'importe quel prix »⁴.
- RTVSLO (le diffuseur slovène) a déclaré que sa participation « *serait contraire à ses valeurs de paix, d'égalité et de respect* » et qu'il se retirait de la compétition « *au nom des 20 000 enfants qui sont morts à Gaza* ». Natalija Gorscak, présidente du conseil d'administration de RTVSLO, a déclaré : « *Pour la troisième année consécutive, le public nous a demandé de refuser la participation de tout pays qui attaque un autre pays* »⁵.
- La RTÉ (le diffuseur irlandais) « estime que la participation de l'Irlande est inadmissible compte tenu du nombre effroyable de morts à Gaza et de

³EBU statement regarding the participation of Russia in the Eurovision Song Contest 2022, 25 février 2022, consulté en ligne le 12 décembre 2025 à l'adresse suivante : <https://eurovision.tv/mediacentre/release/ebu-statement-russia-2022>

⁴AVROTROS neemt in 2026 niet deel aan het Eurovisie Songfestival, le 4 décembre 2025, consulté en ligne le 12 décembre 2025 à l'adresse suivante : <https://pers.avrotros.nl/avrotros-neemt-in-2026-niet-deel-aan-het-eurovisie-songfestival/>

⁵Slovenia: RTVSLO Confirms Withdrawal from Eurovision 2026, décembre 2025, consulté en ligne le 12 décembre 2025 à l'adresse suivante : <https://eurovoix.com/2025/12/04/slovenia-rtvslo-confirms-withdrawal-from-eurovision-2026/>

la crise humanitaire qui y sévit et qui continue de mettre en péril la vie de tant de civils »⁶.

- LA RTVE (le diffuseur espagnol) a déclaré qu'il ne diffuserait pas le concours ni les demi-finales et a critiqué le processus de décision comme étant "insuffisant". La décision de l'UER « *accroît la méfiance de RTVE à l'égard de l'organisation du festival et confirme la pression politique qui l'entoure* »⁷.
- Le directeur général de la RÚV (le diffuseur islandais) a déclaré qu'« il n'y a pas de paix ou de joie associée à ce concours au vu des circonstances actuelles. Sur cette base, nous nous retirons tant que cette situation persiste »⁸.

La position de ces différents médias a été soutenue par les ministres des pays concernés qui soutiennent explicitement la non-participation à l'Eurovision de leur diffuseur public.

- En Espagne, le ministre de la Culture Ernest Urtasun a déclaré : « Je ne pense pas que nous puissions normaliser la participation d'Israël à des événements internationaux comme si rien ne se passait. »⁹. Lors d'une interview dans l'émission La Hora de La 1 sur TVE, il a affirmé que la participation d'Israël à l'Eurovision « ne peut pas être tolérée » et a précisé que « des événements comme l'Eurovision ou la Vuelta a España donnent une certaine représentation d'un pays », soulignant ainsi la portée politique et symbolique de ces manifestations internationales.
- En Slovénie, le ministère de la Culture a officiellement soutenu la décision de retrait de son diffuseur public et a déclaré que « *les abus commis contre*

⁶RTÉ to boycott Eurovision Song Contest over Israel's participation, 5 décembre 2025, consulté en ligne le 12 décembre 2025 à l'adresse suivante : <https://www.rte.ie/entertainment/2025/1204/1547300-rte-to-boycott-eurovision-song-contest-over-israel/#:~:text=RT%C3%89%20will%20not%20participate%20in,so%20many%20civilians%20at%20risk>.

⁷SAVAGE M., *Ireland among countries boycotting Eurovision after Israël allowed to compete*, BBC, 4 décembre 2025, consulté en ligne le 12 décembre 2025 à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/articles/cde6d8wyp79o>

⁸SAVAGE M. et YOUNGS I., *Iceland becomes fifth country to boycott Eurovision*, BBC, 10 décembre 2025, consulté en ligne le 12 décembre 2025 à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/articles/cjwy9n786n0o>

⁹<https://www.euronews.com/culture/2025/09/10/spain-threatens-to-withdraw-from-2026-eurovision-if-israel-participates>

les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie doivent cesser immédiatement »¹⁰, apportant un appui politique explicite à la non-participation au concours.

- En Islande, le ministre de la Culture a indiqué qu'il partageait la position que « *l'Islande ne devrait pas participer* » au concours et que la participation « *serait malheureuse* »¹¹ dans les circonstances actuelles, marquant un soutien clair au retrait tant que la situation perdure.
- En Irlande, le Taoiseach (Premier ministre) Micheál Martin a déclaré qu'il « *comprend pleinement* »¹² la décision de ne pas participer et a qualifié ce retrait d'« *acte de solidarité* », apportant lui également son soutien à la décision de boycott de la chaîne RTÉ.

Cette résolution vise donc à ce que le gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles se tienne aux côtés de ces différentes voix en affirmant que le média de service public ne peut pas participer au blanchiment des crimes d'Israël, car il est évident qu'Israël voit dans ce genre de grands événements culturels l'occasion de redorer son image.

Par ailleurs, selon le grand baromètre trimestriel IPSOS/Le Soir/RTL Info 1 : Sept belges sur dix veulent sanctionner Israël ¹³. Les conclusions sont sans équivoque : une large majorité de Belges souhaite une position plus ferme à l'égard d'Israël. Ainsi, sept personnes sur dix se déclarent favorables à l'adoption de sanctions contre Israël, comparables à celles mises en place contre la Russie. Cette position traverse l'ensemble des électors, y compris celui du MR, alors même que ce parti s'oppose à une telle mesure. Par ailleurs, 52 % des personnes interrogées soutiennent l'exclusion d'Israël de l'Eurovision (28 % sont contre).

Le soutien à des sanctions à l'égard d'Israël, tant symboliques qu'économiques, est de plus en plus large. Le 11 décembre 2025, le gagnant de l'édition 2024 du Concours Eurovision de la chanson, le chanteur suisse Nemo, s'est opposé à la participation d'Israël à la prochaine édition de l'évènement et a choisi, en signe de protestation, de restituer son trophée ¹⁴. De son côté, la CGSP Culture a immédiatement réagi en appelant les artistes et travailleurs du secteur culturel en Belgique à ne pas participer au concours tant qu'Israël y prend part en rappelant

¹⁰<https://www.aa.com.tr/en/europe/slovenian-culture-ministry-backs-broadcaster-rtv-s-eurovision-withdrawal-over-israel/3771782>

¹¹<https://www.ruv.is/english/2025-12-09-media-minister-iceland-in-eurovision-would-be-unfortunate-461103>

¹²<https://about.rte.ie/2025/09/11/rte-statement-2026-eurovision-song-contest/>

¹³<https://www.association-belgo-palestinienne.be/7-belges-sur-10-veulent-sanctionner-israel/>

¹⁴<https://www.lesoir.be/716376/article/2025-12-11/un-ancien-vainqueur-de-leurovision-rend-son-trophee-face-la-participation>

que l'État d'Israël "continue de commettre des crimes de guerre, un génocide et des crimes contre l'humanité" et en déclarant que « la culture et la musique doivent rassembler et promouvoir la solidarité entre les peuples, mais elles doivent aussi être fermes dans la condamnation des violations des droits humains et de l'autoritarisme. Les deux syndicats de la culture (CGSP et son pendant néerlandophone ACOD, NDLR) se prononcent pour un boycott culturel de l'État d'Israël en général et du concours Eurovision en particulier ».

Il est également important de souligner que l'État d'Israël est de plus en plus isolé sur la scène internationale et que chaque geste de boycott ou de retrait a un impact politique réel. Lorsque des pays européens tels que l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas, la Slovénie et l'Islande ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à l'Eurovision 2026 en raison de l'inclusion d'Israël, ces décisions font la une des médias, y compris en Israël, où la perspective de boycotts internationaux a été largement commentée comme une marque d'isolement et de pression diplomatique. **Cette dynamique a été illustrée par la réaction officielle d'Israël à la décision de l'UER** : le président israélien Isaac Herzog a félicité l'autorisation de participation d'Israël en déclarant que le pays « mérite d'être représenté sur toutes les scènes du monde » et en espérant que le concours reste « un évènement qui promeut la culture, la musique, l'amitié entre les nations et la compréhension culturelle transfrontalière »¹⁵. Ces propos démontrent que, loin d'être un simple concours musical, l'Eurovision est perçue comme un enjeu politique important où les représentations et les boycotts influencent l'image internationale des États et peuvent renforcer les appels à une résolution pacifique du conflit et à l'arrêt des violences.

¹⁵<https://www.lorientlejour.com/article/1487330/eurovision-israel-merite-detre-represente-sur-toutes-les-scenes-du-monde-president-israelien.html>

PROPOSITION DE RÉSOLUTION VISANT À DEMANDER AU GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE- BRUXELLES DE PRENDRE POSITION EN FAVEUR DU BOYCOTT D'ISRAËL DE L'EUROVISION 2026

Le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

- A. Considérant l'accumulation de preuves indiquant que l'État d'Israël perpétue un génocide dans la bande de Gaza ;
- B. Considérant que l'État d'Israël assume ouvertement une politique de nettoyage ethnique de la bande de Gaza ;
- C. Considérant les nombreux rapports, faisant état d'une famine organisée dans la bande de Gaza ;
- D. Considérant les nombreuses cibles civiles dans la bande de Gaza, en ce compris des habitations, des écoles et des hôpitaux, qui ont été bombardées sciemment et systématiquement par l'armée israélienne ;
- E. Considérant que la Bande de Gaza souffre depuis plus de 17 ans d'un blocus illégal et que ce territoire est considéré par l'Organisation des Nations Unies (ONU) comme la plus grande prison à ciel ouvert du monde ;
- F. Vu les 104 résolutions de l'ONU qu'Israël ne respecte pas ;
- G. Considérant que selon le dernier sondage IPSOS, une majorité de Belges demandent des sanctions envers Israël ;
- H. Considérant le boycott de l'Eurovision des diffuseurs espagnol, irlandais, islandais, slovène et hollandais ;
- I. Considérant le soutien de cette décision à leur diffuseur public des ministres espagnol, irlandais, islandais, slovène et hollandais ;
- J. Considérant que, à l'instar de l'artiste suisse Nemo, vainqueur de l'édition 2024 du Concours Eurovision de la chanson, ainsi que du positionnement de la CGSP Culture, le soutien à un boycott d'Israël est de plus en plus large ;
- K. Considérant la portée d'un concours comme l'Eurovision pour la promotion culturelle des pays y participant.

Demande au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles :

- de prendre position en faveur de l'exclusion d'Israël et de ses représentants de l'Eurovision 2026 ;
- de prendre position en faveur du retrait de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de son diffuseur public, la RTBF, des évènements culturels et sportifs auxquels Israël ou des citoyens israéliens qui défendent les actions de l'État d'Israël sont autorisés à participer ;
- concernant l'Eurovision 2026, d'encourager la RTBF à revoir son choix concernant la diffusion et l'envoi d'un(e) artiste de la Fédération Wallonie-Bruxelles au concours de la chanson.

M. Vidal

A. Pavet

O. Daube

B. Bauwens

M. Revelo Paredes

G. Mugemangango

J. Dupont

R. Ait Alouha